

Accord professionnel

CAISSE D'ÉPARGNE

ACCORD DU 29 MARS 2011
RELATIF AUX ÉLECTIONS DES REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL
NOR : ASET1150907M

Article I^{er}

Principes généraux

Les élections des représentants du personnel au conseil de discipline national sont fixées du jeudi 9 juin 2011 au jeudi 23 juin 2011.

1.1. Entreprises concernées

Le présent accord s'applique aux entreprises mentionnées en annexe II.

En cas d'évolution du périmètre, une mise à jour de la liste sera communiquée aux organisations syndicales représentatives (OSR) au plus tard le 3 juin 2011.

1.2. Collèges électoraux

Les salariés sont répartis dans deux collèges :

- premier collège : les salariés classés de T1 à T3 ;
- second collège : les salariés classés de TM4 à CM10.

Les salariés élisent dans chaque collège 3 titulaires et 9 suppléants.

1.3. Electeurs

Dans chaque collège, sont électeurs tous les salariés des entreprises visées à l'article 1.1 qui, à la date du scrutin, ont la qualité d'électeur au regard de la réglementation régissant les élections des délégués du personnel et du comité d'entreprise, soit ayant au moins 3 mois d'ancienneté.

L'ancienneté prise en compte est celle acquise dans les entreprises répertoriées en annexe II ; elle s'apprécie au premier jour du scrutin, soit au 9 juin 2011.

1.4. Eligibilité

Dans chaque collège, sont éligibles tous les salariés des entreprises visées à l'article 1.1 qui, à la date du scrutin, ont la qualité d'éligible au regard de la réglementation régissant les élections des délégués du personnel et du comité d'entreprise, soit ayant au moins 1 an d'ancienneté.

L'ancienneté prise en compte est celle acquise dans les entreprises répertoriées en annexe II. Elle s'apprécie au premier jour du scrutin, soit au 9 juin 2011.

1.5. Candidatures et professions de foi

Dans chaque collège, les listes de candidats sont présentées par les OSR.

Les listes de candidats peuvent être incomplètes. Elles doivent être établies sur une seule feuille A4 « portrait » (recto en noir et blanc).

Ces listes de candidats, les professions de foi et logos doivent être remis par courriel à la direction des relations sociales et juridiques (DRH Groupe) de BPCE le mercredi 6 avril 2011 au plus tard.

Les professions de foi doivent être établies sur une seule feuille au format A4 « portrait » (recto/verso en couleur et en noir et blanc).

Un accusé de réception est adressé par courriel par la direction des relations sociales et juridiques.

Afin d'être mis en ligne sur l'application WebVote et pour un rendu optimal, les logos des syndicats et les professions de foi doivent respecter les formats, poids et résolutions exposés ci-après :

	FORMAT Extension	POIDS (KO)	RÉSOLUTION (L x H) (pixels)	NOM DU FICHIER
Professions de foi	pdf	1 000 (1 Mo)	Aucune contrainte	PF_nom syndicat
Logos OSR	png ou gif	10	100 x 100	Logo_nom syndicat

Les professions de foi et listes de candidats sont mises en ligne sur le site de vote électronique à compter de l'ouverture du scrutin et disponibles sur intranet CE le 7 juin 2011.

Elles sont présentées sur le site de vote électronique et sur l'intranet CE selon l'ordre résultant d'un tirage au sort effectué au cours d'une réunion réunissant l'ensemble des OSR.

Article 2

Organisation et déroulement des opérations électorales

Les parties conviennent de retenir le vote électronique par Internet, le « WebVote », comme mode de scrutin.

Une convention sera signée avec la société RDI-UniVote située 33, avenue du Maine, 75755 Paris Cedex 15.

Cette convention respectera les recommandations de la CNIL et les principes fondamentaux régissant les opérations électorales.

Ainsi, le système retenu permettra de veiller à la régularité du scrutin, notamment :

- l'authentification de l'électeur ;
- l'intégrité du vote : identité entre le vote émis par l'électeur et le vote enregistré ;
- l'anonymat : impossibilité de relier un vote émis à un électeur ;
- l'unicité du vote : impossibilité de voter plusieurs fois pour un même scrutin ;
- la confidentialité et le secret du vote.

2.1. Plage du scrutin

La plage de scrutin est fixée du jeudi 9 juin 2011 à 10 heures au jeudi 23 juin 2011 à 15 heures.

Pendant la durée du scrutin, des alertes apparaîtront dans l'intranet CE rappelant les dates d'ouverture et de fermeture du scrutin.

2.2. Bureau de vote

Un bureau de vote unique, chargé notamment du dépouillement, est mis en place.

Ce bureau est composé d'un représentant non candidat par OSR soit :

- six assesseurs ;
- un président désigné par le bureau ; à défaut d'accord, la présidence est assurée par le plus âgé des membres du bureau de vote.

Parmi les six assesseurs, deux seront tirés au sort et recevront ainsi que le président un code secret leur permettant d'ouvrir et de clôturer le scrutin aux dates convenues et de procéder au dépouillement du scrutin.

L'ensemble des membres du bureau de vote ainsi qu'un représentant de la direction des relations sociales et juridiques disposeront chacun d'un code leur permettant :

- la consultation du taux de participation nationale pendant la durée du scrutin ;
- l'accès à la liste d'émargement après la clôture du scrutin.

2.3. Procédure de vote

Le vendredi 3 juin 2011 (27 mai pour les Dom), la société RDI-UniVote transmet à chaque salarié, par courrier à son adresse personnelle :

- les instructions pour le « WebVote » ;
- ses code identifiant et code secret ;
- les professions de foi et la liste de candidats en noir et blanc.

Le code identifiant et le code secret sont à usage unique et générés de manière aléatoire par le prestataire.

Seul le prestataire en aura connaissance.

L'authentification de l'électeur est assurée sur un serveur dédié après saisie par l'utilisateur du code identifiant et du code secret. Toute personne non reconnue n'a pas accès aux serveurs de vote.

En cas de perte de cet identifiant ou du code secret, le salarié électeur doit prendre directement contact par téléphone avec la société RDI-UniVote à des fins d'authentification (demande d'informations personnelles) et pour que de nouveaux identifiant et code secret puissent lui être réacheminés.

Pendant la période de scrutin, l'assistance téléphonique sera joignable du lundi au vendredi de 7 h 45 à 19 h 30 et le samedi de 8 heures à 12 heures.

Après la phase d'authentification, l'opérateur du service d'assistance téléphonique communiquera son code identifiant et son code secret à l'électeur. Si les délais le permettent, l'envoi des codes sera effectué par courrier et, à défaut, sur une adresse mail professionnelle transmise au préalable dans le fichier des électeurs par la direction des relations sociales et juridiques.

En cas d'absence d'adresse mail professionnelle ou sur demande de l'électeur, les codes sont exceptionnellement communiqués par téléphone.

Les électeurs peuvent voter à tout moment pendant l'ouverture du scrutin :

- par le biais d'un lien sur l'intranet CE ;
- par Internet de leur lieu de travail, de leur domicile ou de tout autre endroit.

Le site de vote est accessible 7 jours sur 7, 24 heures sur 24.

Les listes électorales sont émargées par les votants au fur et à mesure du vote grâce à leur identifiant à usage unique et leur code secret.

Les électeurs auront à tout moment la possibilité d'imprimer un accusé de confirmation de la prise en compte de leur vote sur l'application « WebVote ».

Le flux du vote et celui de l'authentification de l'électeur seront séparés. Le vote émis par l'électeur sera ainsi crypté et stocké dans une urne électronique dédiée sans lien avec le fichier d'authentification des électeurs. Ce circuit garantit ainsi le secret du vote des opérations électorales.

2.4. Ouverture et clôture du scrutin

L'ouverture et la clôture du scrutin s'effectueront aux dates et horaires fixées à l'article 2.1 en présence des membres du bureau, de représentants de la direction des relations sociales et juridiques et de RDI-UniVote ainsi que d'un huissier.

Article 3

Modalités générales du scrutin

3.1. Listes électorales

Les listes électorales sont arrêtées dans chaque entreprise le jeudi 7 avril 2011 dans le respect de l'article 1.3 du présent accord.

Chaque entreprise concernée doit adresser par courriel le jeudi 7 avril 2011 au plus tard, à la direction des relations sociales et juridiques, une liste électorale par collège et par ordre alphabétique. Cette liste électorale doit indiquer pour chaque salarié :

- civilité ;
- nom ;
- prénom ;
- date de naissance ;
- adresse postale personnelle ;
- mail professionnel (s'il existe) ;
- matricule ;
- classification ;
- date d'entrée dans l'une des entreprises concernées ;
- s'il y a lieu, les mentions « non électeur » et/ou « non éligible ».

Le 22 avril 2011, BPCE transmet par courriel une liste électorale ⁽¹⁾ avec l'ensemble des électeurs aux OSR.

3.2. Information du personnel

Le mardi 3 mai 2011, une liste électorale de l'entreprise indiquant la civilité, les nom et prénom, la date d'entrée dans l'une des entreprises concernées et le collège sera affichée sur des panneaux « Elections » prévus à cet effet dans chaque entreprise. Elle sera également disponible sur l'intranet CE à partir du 3 mai 2011.

Le présent accord ainsi qu'une notice explicative seront également affichés sur des panneaux « Elections » et dans l'intranet CE.

Sur l'intranet CE s'affichera également la procédure à suivre par les salariés constatant qu'il leur faut rectifier un oubli ou une erreur (absence des listes, affectation dans le mauvais collège, situation électeur/éligible, etc.).

3.3. Mode de scrutin

L'élection se fait au scrutin de liste à un tour, avec représentation proportionnelle, selon les dispositions des articles R. 2314-22 à R. 2314-24 du code du travail.

Le panachage n'est pas admis mais des noms peuvent être rayés sur la liste choisie.

3.4. Protocoles locaux

Le dispositif électoral relatif à l'élection des représentants du personnel au conseil de discipline national étant défini au plan national, il ne peut être conclu de protocoles électoraux locaux.

(1) Cette liste mentionnera la civilité, les nom et prénom, la date d'entrée dans l'une des entreprises et le collège.

3.5. Communication syndicale dans le cadre de la présente élection

La communication de tracts ou l'affichage sont autorisés selon les modalités appliquées dans chaque entreprise conformément aux dispositions des accords et usages en vigueur dans l'entreprise.

Le présent accord permet a minima à chaque organisation syndicale ayant présenté des candidats la diffusion de tracts papier directement relatifs à la présente élection en utilisant le courrier interne des entreprises concernées par l'élection. Cette autorisation est accordée dans le cadre de la présente élection et pour une période allant du 23 mai au 23 juin 2011.

3.6. Responsabilité de l'employeur

L'employeur est responsable de l'organisation matérielle du scrutin et de la régularité des opérations électorales.

Il veille à afficher sur le panneau réservé à cet effet la liste électorale et le présent accord concernant ces élections. Il veille à ce que chaque électeur reçoive la profession de foi de chaque OSR ainsi que les instructions pour le vote électronique.

Il est assisté dans la mise en œuvre du processus électoral par la société RDI-UniVote.

Article 4

Dépouillement

4.1. Modalités

Le dépouillement intervient le jeudi 23 juin 2011, à partir de 15 heures à BPCE, 50, avenue Pierre-Mendès-France, 75013 Paris, en présence d'un huissier.

Il se déroule en présence d'un représentant par OSR, des membres du bureau de vote, de représentants de la direction des relations sociales et juridiques et de RDI-UniVote.

Le temps passé aux opérations de dépouillement est considéré comme temps de travail et payé comme tel. Les frais de transport sont remboursés aux intéressés selon les règles définies par BPCE.

Le temps de trajet pour se rendre au dépouillement est rémunéré ou récupéré. Il est rémunéré comme une période de travail ou il peut être récupéré selon les dispositions en vigueur dans l'entreprise du salarié.

4.2. Attribution des sièges

4.2.1. Quotient électoral

Le quotient électoral est égal au nombre total de suffrages valablement exprimés par les électeurs du collège, divisé par le nombre de sièges à pourvoir.

Le quotient électoral doit être calculé tout d'abord pour les trois membres titulaires et ensuite pour les neuf membres suppléants et ceci pour chaque collège.

4.2.2. Bulletins blancs

Les bulletins blancs sont les bulletins sur lesquels tous les noms ont été rayés.

Ils n'entrent pas en compte dans le résultat du dépouillement.

Au sein de chacune des listes, les sièges sont attribués en fonction de l'ordre de présentation des candidats sauf si le nombre des ratures est égal ou supérieur à 10 % des suffrages valablement exprimés en faveur de la liste.

4.2.3. Répartition des sièges

Pour chaque collège, il est attribué à chaque liste autant de sièges que le nombre de voix recueillies par chacune d'entre elles contient de fois le quotient électoral.

Au cas où il n'aurait pu être pourvu à aucun siège ou s'il reste des sièges à pourvoir, les sièges restants sont attribués sur la base de la plus forte moyenne.

A cet effet, le nombre de voix obtenues par chaque liste est divisé par le nombre, augmenté d'une unité, des sièges déjà attribués à chaque liste. Les différentes listes sont classées dans l'ordre décroissant des moyennes ainsi obtenues. Le premier siège non pourvu est attribué à la liste ayant la plus forte moyenne.

Il est procédé successivement à la même opération pour chacun des sièges non pourvus jusqu'au dernier.

Dans le cas où deux listes ont la même moyenne et où il ne reste plus qu'un siège à pourvoir, ledit siège est attribué à la liste qui a le plus grand nombre de voix.

Si deux listes ont également recueilli le même nombre de voix, le siège est attribué au plus âgé des deux candidats susceptibles d'être élus.

Les candidats sont proclamés élus dans l'ordre de présentation de chaque liste.

4.3. Proclamation des résultats

Au terme des opérations de dépouillement des votes, sont édités les résultats des élections par entreprise, par liste et par candidat. Ils permettent l'affectation des sièges et l'établissement du procès-verbal.

Les résultats proclamés sont communiqués par BPCE aux entreprises et au secrétariat national de chaque organisation syndicale concernée.

La nouvelle composition de la commission paritaire nationale est communiquée à l'ensemble des organisations syndicales la composant en application du décret n° 2000-921 du 18 septembre 2000.

4.4. Contentieux électoral

Les dispositions légales en vigueur s'appliquent en cas de contentieux liés au présent dispositif et à son application.

4.5. Durée de l'accord

Le présent accord collectif national est conclu pour les élections au conseil de discipline national du 9 juin 2011 et cesse de produire effet au terme de ce processus électoral.

Article 5

Calendrier des élections

Le calendrier retenu pour l'élection des représentants du personnel au conseil de discipline national figure en annexe I.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

BPCE.

Syndicats de salariés :

CFDT ;

CFTC ;

UNSA ;

SNE CGC ;

SUD.

ANNEXE I

CALENDRIER PRÉVISIONNEL DES OPÉRATIONS ÉLECTORALES

1. Dépôt des listes et des professions de foi : mercredi 6 avril 2011.
2. Arrêt des listes électorales : jeudi 7 avril 2011.
3. Envoi des listes électorales à BPCE : jeudi 7 avril 2011.
4. Envoi de la liste électorale aux OSR : vendredi 22 avril 2011.
5. Information du personnel : mardi 3 mai 2011.
6. Envoi par courrier du matériel de vote, professions de foi et liste de candidats aux électeurs :
vendredi 3 juin 2011, vendredi 27 mai 2011 (Dom).
7. Mise en ligne sur l'intranet CE des candidatures et professions de foi : mardi 7 juin 2011.
8. Dates du scrutin : jeudi 9 au jeudi 23 juin 2011.
9. Dépouillement : jeudi 23 juin 2011.

ANNEXE II

LISTE DES ENTREPRISES PARTICIPANT AUX ÉLECTIONS CDN DU 9 JUIN 2011 À LA DATE DE SIGNATURE DU PRÉSENT ACCORD

Les caisses d'épargne ;
Alliance entreprendre ;
L'association pour l'histoire des caisses d'épargne ;
Capitole finance ;
EPS ;
Fédération nationale des caisses d'épargne ;
Finances et pédagogie ;
Fondation Bélem ;
GCE Business services ;
GCE technologies ;
GIE Canal écureuil ;
GIE CSF GCE ;
GIE direct écureuil Est ;
GIE direct écureuil Bourgogne Franche-Comté ;
GIE direct écureuil CRC LDA ;
GIE écolocale ;
GIE écureuil Aquitaine - Poitou-Charentes ;
GIE écureuil Crédit ;
GIE écureuil multicanal ;
GIE Nord-Ouest recouvrement.